

*Questions orales*

suis, comme elles, au courant du nombre de femmes au Canada qui accordent à ce sujet-là une attention excessivement particulière. C'est pourquoi je dis et je répète, monsieur le Président, qu'il n'y a pas, actuellement, sur le marché, d'implants mammaires au silicone disponibles et si je n'ai pas des informations me permettant de savoir qu'il n'y a aucun doute et aucun risque, je ne permettrai plus qu'il y ait ce genre d'implant mammaire sur le marché canadien.

\* \* \*

[Traduction]

**LES PROGRAMMES DE FORMATION**

**M. Maurizio Bevilacqua (York-Nord):** Monsieur le Président, le 15 janvier, le ministre de l'Emploi a présidé une réunion avec ses homologues de l'OCDE où on a discuté des programmes d'emploi et de main-d'oeuvre. À cette rencontre, le ministre a reconnu que nous avons besoin d'élaborer des stratégies de coopération pour remédier au chômage créé par la grande restructuration de l'économie internationale. Il a dit également que nous avons besoin de créer des programmes de formation et de recyclage.

Je demande au ministre des Finances, en l'absence du ministre de l'Emploi, s'il garde toujours les mêmes objectifs que le ministre a exposés en janvier, étant donné que les programmes de formation sont indispensables pour assurer la compétitivité du Canada à l'échelle planétaire.

[Français]

**L'hon. Monique Vézina (ministre d'État (Emploi et Immigration) et ministre d'État (Troisième âge):** Monsieur le Président, je dois répéter que nous avons mis en place plusieurs stratégies à l'intérieur de différents ministères et de différents programmes.

Nous maintenons donc nos programmes et nous offrons des programmes qui permettent au travailleur qui est à la recherche d'un emploi, de se perfectionner, d'acquérir des connaissances nouvelles et de pouvoir s'habiller à être compétitif dans la mondialisation des marchés.

Donc, nous respectons les mesures qui ont été annoncées et nous sommes dans notre échéancier.

[Traduction]

**M. Maurizio Bevilacqua (York-Nord):** Monsieur le Président, une note de service interne d'Emploi et Immigration Canada que j'ai en ma possession révèle que le gouvernement est en train de démanteler les programmes de formation existant dans l'agglomération torontoise. Cette note de service prévoit des compressions budgétaires

de 20 à 50 p. 100 qui vont vraiment causer la disparition d'un grand nombre de programmes.

Les programmes en question viennent en aide aux plus nécessiteux. Ils ont un taux de participation de 100 p. 100 et des listes d'attente interminables. Quatre-vingts p.100 des diplômés trouvent du travail.

À une époque où la formation est si vitale pour notre pays, pourquoi le gouvernement envisagerait-il même d'effectuer des compressions budgétaires, pendant cette récession économique dévastatrice? Nous avons besoin de former la population. Le ministre peut-il nous garantir que ces programmes, et ce qui importe plus encore, ces personnes seront protégés?

[Français]

**L'hon. Monique Vézina (ministre d'État (Emploi et Immigration) et ministre d'État (Troisième âge):** Monsieur le Président, je trouve vraiment qu'il y a de l'exagération dans les propos de mon savant collègue d'en face.

Nous maintenons le dialogue avec les provinces et nous essayons de voir comment nous pouvons travailler dans ce Canada, avec les provinces, pour pouvoir toujours atteindre notre objectif collectif, qui est d'assurer une meilleure qualité de vie économique et de respecter le travailleur qui est à la recherche d'un emploi.

Je ne voudrais pas entendre ici que nous ne respectons pas nos budgets, puisqu'en cours d'année, suite à la décision que nous avons prise dans le suivi du projet de loi C-21 qui a, hélas, trop tardé, nous avons investi des sommes importantes et c'est en collaboration avec les provinces, tant celle de l'Ontario que celle du Québec et des autres provinces, que nous travaillons avec l'objectif de faciliter la réinsertion sociale et économique de chaque travailleur à la recherche d'un emploi.

\* \* \*

[Traduction]

**LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES**

**L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre.

Le gouvernement avait été prévenu des effets dévastateurs que la TPS aurait sur l'économie. Depuis son entrée en vigueur, cette taxe a coûté des milliers de faillites, la perte de quelque 52 000 emplois dans le secteur de la vente au détail, et une perte d'un milliard de dollars pour l'économie canadienne.

Je tiens à dire au ministre des Finances que c'est un coup terrible pour les Canadiens, les consommateurs et les détaillants d'apprendre qu'en réaction aux achats transfrontiers, le gouvernement va augmenter les taxes. La question n'est pas de savoir comment faire payer plus